



à la une



Jous unis pour la liberté de la presse !

Le 2 novembre dernier, c'était la **journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes**. C'est l'Organisation des Nations Unies qui organise cette journée depuis 2013. Le but, c'est de parler de la liberté de la presse dans le monde et du **danger auquel les journalistes sont confrontés au quotidien dans certains pays**. Dans les pays autoritaires, comme la Syrie, la Russie ou la Corée du Nord, les journalistes n'ont pas le droit d'écrire ce qu'ils veulent. Ceux qui critiquent le président ou d'autres personnes importantes prennent le risque d'être **menacés, emprisonnés, blessés ou même tués**. D'après l'ONU, **mille journalistes ont été tués** dans le monde en douze ans. Une des plus célèbres d'entre eux est la russe **Anna Politkovskaïa** (on t'explique qui était Anna Politkovskaïa dans le sais tu?). Lorsqu'elle n'était pas d'accord avec Vladimir Poutine, le président de son pays, elle n'hésitait pas à le dire. Quand des journalistes sont assassinés, il arrive qu'on ne sache pas vraiment qui est le meurtrier ou que **les responsables ne soient pas condamnés** : on appelle cela l'**impunité**. Selon l'ONU, pour dix journalistes assassinés, seul un meurtrier est condamné. C'est parfois parce que les **dirigeants des pays sont en partie responsables** des assassinats qu'il n'y a pas de vraie enquête ou de procès. C'est très important que les journalistes puissent dire la vérité sur les choses qui se passent dans leur pays, sans prendre le risque d'être emprisonnés ou tués. L'ONU demande donc aux États de **mieux défendre la liberté d'expression des journalistes** et de **mener des enquêtes sérieuses** à chaque fois qu'un journaliste est tué, pour retrouver et punir les responsables. Sans cela, la **liberté de la presse n'est pas garantie**. Et sans presse libre, pas de **démocratie** !

La discut'minute



Petits journalistes, à vos crayons !

Agathe : Hey Arthur, ça te dit de venir avec moi au club média ?

Arthur : C'est quoi, ce club ?

Agathe : C'est un club qu'on a créé dans le centre social de mon quartier ! On est sept journalistes. On fait des enquêtes sur le quartier. Une animatrice nous aide pour choisir les sujets, faire les interviews et mettre en page notre journal. Il sort tous les mois !

Arthur : Génial ! Et faut avoir quel âge pour faire partie du club ?

Agathe : Entre sept et douze ans ! Donc tu peux venir ! Et tu sais, ce qui est trop bien c'est qu'on a aussi des débats sur la presse. Par exemple, la dernière fois on a parlé de la liberté de la presse. Tu savais que certains journalistes risquaient leur vie en travaillant ? Ils sont en danger, juste parce qu'ils font leur métier !

Arthur : Comment ça ?

Agathe : Dans certains pays c'est hyper chaud d'être journaliste. Sur le site de Reporters sans Frontières, une association qui défend les journalistes, on a lu que quatre journalistes avaient été arrêtés en plein reportage au Burundi, un pays d'Afrique. Leurs dirigeants ne voulaient pas qu'ils disent la vérité sur un conflit qui a lieu dans leur pays. T'imagines, c'est comme si moi je me faisais arrêter quand je fais un reportage pour mon journal !

Arthur : Ah ouais, ça craint. Ça me donne carrément envie de faire des choses pour défendre la liberté de la presse ! D'ailleurs, j'ai plein d'idées pour ton journal !

Agathe : Ah oui, lesquelles ?

Arthur : On pourrait faire des portraits de journalistes qui sont emprisonnés à cause de ce qu'ils ont écrit, et faire une pétition pour qu'ils soient libérés !

Agathe : C'est quoi une pétition ?

Arthur : C'est quand on demande aux gens de signer un texte pour montrer qu'ils s'engagent pour une cause. Par exemple, pour demander la libération des quatre journalistes du Burundi dont tu parles.

Agathe : C'est top comme idée ! Du coup je peux compter sur toi pour venir au club mercredi prochain ? On pourra parler de ton idée !

Arthur : Carrément, je serai là !

À suivre de près



Comme des poissons dans l'eau !

Un enfant sur deux ne sait pas nager en arrivant en sixième : c'est la Fédération Française de Natation qui le dit. Malheureusement, toutes les familles n'ont pas les moyens de payer des cours de natation à leur enfant. Alors pour que tout le monde puisse s'amuser à la piscine et pour éviter les noyades, l'association Secours Populaire a décidé d'agir. Chaque année, pendant les vacances de la Toussaint, cette association organise une grande

opération qui s'appelle « Comme un poisson dans l'eau ». Pendant cinq jours, des centaines d'enfants de 8 à 12 ans vont gratuitement à la piscine pour apprendre la brasse, le crawl ou la nage sur le dos. L'objectif ? Pouvoir nager seul sur une distance de 25 mètres. Cette opération existe depuis six ans. Grâce à elle, plus de 3 000 enfants sont maintenant comme des poissons dans l'eau !



Les Libanais dans la rue

Tout a commencé le 17 octobre : le Premier ministre du Liban, un pays du Moyen Orient, a annoncé qu'il allait mettre en place une taxe sur l'application WhatsApp. Cette application qui permet d'appeler et d'envoyer des messages est très appréciée des Libanais. Ils l'utilisent beaucoup pour communiquer avec des membres de leur famille qui vivent dans d'autres pays. Le Premier ministre voulait que chaque personne paie 20 centimes de dollars par jour pour utiliser cette

application. Cette annonce n'a pas du tout plu aux Libanais : ils sont descendus dans la rue pour manifester. Mais leur colère s'est étendue bien au-delà de la taxe sur WhatsApp. Beaucoup de choses ne conviennent plus aux Libanais : il y a beaucoup de chômage, l'électricité est souvent coupée, les poubelles ne sont parfois pas ramassées pendant des semaines, etc. Ils veulent aussi que les dirigeants du pays soient remplacés, car beaucoup sont au pouvoir depuis très longtemps et se sont réélus tout seuls. Le Liban est un pays qui a longtemps été divisé parce que beaucoup de religions différentes y cohabitent. Mais aujourd'hui, pour la première fois depuis longtemps, les manifestants sont réunis pour défendre les mêmes droits et leurs slogans appellent à la solidarité entre tous les Libanais.

Le sais-tu ?



Sais-tu qui était Anna Politkovskaïa ?

Anna Politkovskaïa était une journaliste russe très connue pour son **engagement pour les droits de l'Homme**. Elle travaillait pour un journal appelé Novaïa Gazeta. Certains de ces articles critiquaient fortement la politique du président de la Russie, Vladimir Poutine.

À plusieurs reprises, les **dirigeants russes ont voulu la faire taire**. Pour la décourager de faire son métier et d'informer, elle a été emprisonnée en 2001. Elle était régulièrement menacée et quelqu'un a même essayé de la tuer en mettant du poison dans son thé ! Mais Anna Politkovskaïa n'a jamais renoncé. Elle a continué à faire son travail de journaliste et **a reçu de nombreux prix** pour cela.

En octobre 2006, alors qu'elle rentre chez elle, **un homme la tue avec un pistolet**. Le tueur a été condamné. Mais les commanditaires, c'est-à-dire ceux qui ont demandé à cet homme de tuer Anna Politkovskaïa, **n'ont jamais été trouvés ni condamnés**. Elle a été la 51ème journaliste russe à être tuée sous la présidence de Vladimir Poutine.

Le mot de la semaine

Impunité : c'est quand quelqu'un fait une action contraire à la loi mais qu'il n'est pas puni pour cette action.

En anglais, on dit : "impunity".

Le débat

On parle de la liberté de la presse.

D'après toi, pourquoi doit-on continuer à défendre la liberté de la presse ?



ASSOCIATION LOI 1901
AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE



Retrouve-nous sur lespetitscitoyen.com
pour de nouvelles aventures !